

Les USA et Israël claquent la porte de l'Unesco

NATIONS UNIES Les contentieux concernent surtout le dossier palestinien

► Washington et Tel-Aviv reprochent à l'agence onusienne des « partis pris anti-Israéliens persistants ».
► Depuis 2011, les Américains avaient déjà cessé leur financement de l'institution.

La décision était dans l'air, elle a été officialisée ce 12 octobre : les États-Unis ont rendu public leur retrait de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, mieux connue sous son acronyme Unesco. Israël lui a emboîté le pas quelques heures plus tard. Si le communiqué américain fait état de la nécessité de réformer l'institution, il ne cache pas que la principale raison derrière la spectaculaire décision n'est autre que « le biais anti-Israélien continuel de l'Unesco ». L'agence de l'ONU a aussitôt regretté la décision américaine tout en énumérant les nombreuses mesures qu'elle a adoptées en partenariat avec les États-Unis contre l'antisémitisme.

Les USA n'en sont pas à leur coup d'essai dans cette arène. Ils avaient déjà effectué la même démonstration de mauvaise humeur le 31 décembre 1984, sous le

président Reagan, lorsqu'ils avaient estimé que l'Unesco marquait un penchant trop favorable aux idées communistes. Leur bouderie avait duré jusqu'en 2003, quand George W. Bush avait décidé de réintégrer l'organisme onusien.

Cette fois, l'ère américaine se concentre sur le traitement infligé par l'Unesco à Israël. Le premier gros incident eut lieu en 2011, avec l'incorporation par l'Unesco de « la Palestine » malgré l'opposition américaine (et israélienne, évidemment). L'administration Obama, à l'époque, avait réagi avec irritation, décidant d'arrêter l'essentiel de son financement de l'organisation, soit 20 % du budget, ce qui a précipité une crise financière.

Les contentieux n'allaient pas cesser de s'accumuler avec en guise de point culminant, le 7 juillet de cette année, l'adoption par une majorité d'États membres du Comité du patrimoine mondial, au sein de l'Unesco, d'une résolution affirmant que la vieille ville de Hébron, en territoire palestinien occupé par Israël depuis 1967, et les lieux saints qu'elle abrite font partie du patrimoine de la Palestine et que ces sites sont en danger. Ce texte avait déclenché le courroux des Israéliens, qui s'étaient déchainés contre une résolution qui, pour le ministre israélien de l'Éducation (proche

des colons) Naftali Bennett, « nie l'Histoire et détourne la réalité pour servir en toute connaissance de cause ceux qui tentent d'effacer Israël de la carte ». Le Tombeau des Patriarches est vénéré par les Juifs, mais aussi par les musulmans qui s'en réfèrent sous le nom de mosquée d'Ibrahim.

Les Palestiniens avaient plaidé pour leur perspective, le communiqué des Affaires étrangères de l'Autorité palestinienne à Ramallah mettant en avant l'occupation de la ville, illégale aux yeux du droit international, et « un régime de séparation et de discrimination dans la ville basée sur des critères ethniques et religieux ». Israël a coupé la ville palestinienne de 230.000 habitants en deux depuis un massacre commis en 1994 par un colon juif contre des Palestiniens en prière. Dans une des deux parties, huit cents soldats bénéficient de toutes les facilités. L'artère principale est fermée aux Palestiniens, les souks ont été fermés et la vie quotidienne est ainsi rendue difficile pour la population.

Premier soutien d'Israël dans le monde, les États-Unis montrent dans cette affaire une nouvelle fois la solidité de leur solidarité avec leur allié. Comme le disait à l'AFP François Heisbourg, conseiller de la Fondation de la recherche stratégique, l'Unesco « est allée plus loin que les autres organisations du système des Na-

tions unies en termes de reconnaissance de l'Autorité palestinienne ». A l'ONU, la Palestine n'occupe qu'un siège d'État observateur non-membre depuis 2012, après un vote de l'Assemblée générale (138 voix pour, 9 voix contre et 41 abstentions), cénacle au sein duquel aucun État ne dispose d'un droit de veto. ■

BAUDOIN LOOS

LES CHIFFRES

Budget : 653 millions

Unesco est l'abréviation en anglais de « United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization ».

Membres. Créée le 16 novembre 1945, elle compte 195 États membres (dont la Belgique) et 10 membres associés.

Budget. Près de 2.300 fonctionnaires et consultants se partagent entre le siège mondial à Paris et 65 bureaux disséminés dans le monde. L'éducation est le premier poste budgétaire de l'organisation (40 %). En 2010, le budget de l'Unesco s'élevait à 653 millions de dollars. La part des USA s'élevait alors à 22 %.

Philosophie. Les objectifs de l'Unesco consistent à « contribuer au maintien de la paix en resserrant, par l'éducation, la science, la culture, les sciences sociales et la communication, la collaboration entre les nations ».

PH.D.B.